

**CONCOURS PROVINCIAL ARISTA**

# **RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX**

**2025**

# **ARISTA**

**Nos  
grands  
partenaires**

**Bell**



**Montréal** 

# SOMMAIRE

DESCRIPTION DU CONCOURS

CATÉGORIES

Jeune cadre du Québec

Jeune professionnel/professionnelle du Québec

Jeune travailleur/travailleuse autonome du Québec

Jeune repreneur/repreneuse du Québec

Jeune entrepreneur/entrepreneuse en démarrage du Québec

Jeune entrepreneur/entrepreneuse en croissance du Québec

Jeune entrepreneur/entrepreneuse du Québec : arts et culture

Jeune leader international/internationale du Québec

Jeune leader du Québec : responsabilité sociale

Jeune leader du Québec : innovation technologique

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

MODALITÉS D'INSCRIPTION ET DE RÉFÉRENCEMENT

ÉVALUATION DES PERSONNES CANDIDATES ET SÉLECTION DES FINALISTES

ÉVALUATION DES FINALISTES ET SÉLECTION DES LAURÉATS ET LAURÉATES

ANNONCE DES LAURÉATS ET LAURÉATES

CONFIDENTIALITÉ

GÉNÉRALITÉS

ANNEXES

Annexe I : Définitions

Annexe II : Formulaire de mise en candidature

Annexe III : Grille d'évaluation

Annexe IV : Ordres professionnels reconnus

Annexe V : Politique de gestion du risque d'atteinte à la réputation

## I. DESCRIPTION DU CONCOURS

Le Concours provincial ARISTA est un concours annuel organisé par la Jeune Chambre de commerce de Montréal (ci-après la « **JCCM** ») visant à reconnaître le talent et la réussite des gens d'affaires de toutes les régions du Québec et œuvrant dans toutes les sphères de l'activité économique.

### Date de référence

Le 31 décembre de l'année précédant le Gala ARISTA pour l'édition en cours.

## II. CATÉGORIES

ARISTA comporte les dix (10) catégories suivantes :

### Jeune cadre du Québec

La personne candidate doit soit œuvrer à titre de cadre, soit occuper un emploi dont les tâches incluent la gestion du personnel et/ou la direction d'un secteur d'activités, au sein d'une Entreprise ou d'un Organisme à la Date de référence.

### Jeune professionnel/professionnelle du Québec

La personne candidate doit, dans la majeure partie de ses activités professionnelles :

- exercer sa profession et être membre en règle d'un Ordre professionnel reconnu au Québec régissant cette profession **ou**
- être membre d'une association encadrant sa profession **ou**
- exercer sa profession en échange d'une rétribution financière spécifiquement en lien avec sa formation et ses compétences au sein d'une Entreprise ou d'un Organisme

Le candidat ou la candidate doit exercer sa profession depuis au moins un (1) an à la Date de référence.

### Jeune travailleur/travailleuse autonome du Québec

La personne candidate doit travailler seule, directement ou par le biais d'une Entreprise dont elle est l'unique actionnaire ou actionnaire avec des Personnes liées, et ce depuis au moins un an avant la Date de référence. Elle doit faire affaire avec une ou plusieurs Entreprise(s) ou Organisme(s). Le travailleur ou la travailleuse autonome ne doit pas avoir de salarié.e à son emploi et ne doit pas en avoir eu au cours de l'année précédant la Date de référence.

### Jeune repreneur/repreneuse du Québec

La personne candidate doit avoir **acquis** une Entreprise ou **repris** la direction à titre d'Associé.e, Directeur.trice général.e (DG), Président.e ou Président.e Directeur.trice Général.e

(PDG) d'une Entreprise ou d'une Organisation existante, détenir une participation votante ou exercer un contrôle de fait dans celle-ci, et exercer une influence significative sur les opérations et orientations stratégiques de l'entreprise. L'acquisition ou la reprise par un membre du personnel actuel, une personne externe ou par une personne d'une même famille sont acceptées. Le changement exécutif doit avoir été fait depuis au moins un an (1) depuis la date de référence.

### **Jeune entrepreneur/entrepreneure en démarrage du Québec**

La personne candidate doit avoir fondé l'Entreprise, détenir une participation votante ou exercer un contrôle de fait dans celle-ci, et exercer une influence significative sur les opérations et orientations stratégiques de l'Entreprise. L'Entreprise de la personne candidate doit être exploitée **depuis au moins six (6) mois** avant la Date de référence. L'Entreprise du candidat ou de la candidate doit présenter un caractère innovant et démontrer un fort potentiel de développement.

*Note : Si l'entreprise est exploitée **depuis plus de deux (2) ans**, la personne candidate a la possibilité de soumettre sa candidature dans la catégorie Entrepreneur/Entrepreneure en croissance **si** des résultats significatifs ont été générés.*

### **Jeune entrepreneur/entrepreneure en croissance du Québec**

La personne candidate doit avoir fondé l'Entreprise, détenir une participation votante ou exercer un contrôle de fait dans celle-ci, et exercer une influence significative sur les opérations et orientations stratégiques de l'Entreprise. L'Entreprise du candidat ou de la candidate doit être exploitée depuis **au moins deux (2) ans** à la Date de référence et présenter des **résultats significatifs** au niveau du développement de son chiffre d'affaires et de la création de valeur (par exemple : nombre d'employé.e.s, revenus, profits, retombées économiques, impact social positif et visibilité pour la ville et la province, etc.).

### **Jeune entrepreneur/entrepreneure du Québec : arts et culture**

La personne candidate doit avoir fondé ou doit gérer un Organisme à but non lucratif, détenir une participation votante ou exercer un contrôle de fait dans celle-ci et doit également exercer une influence significative sur les opérations et orientations stratégiques de l'organisme. L'Organisme doit œuvrer dans le milieu culturel et avoir une mission à **caractère artistique professionnel : arts visuels, cinéma, vidéo, arts numériques, arts de la scène (théâtre, danse, arts du cirque), arts multidisciplinaires, arts autochtones, architecture, musique et littérature**. L'Organisme du candidat ou de la candidate doit être exploitée depuis au moins un (1) an à la Date de référence.

### **Jeune leader international/internationale du Québec**

La personne candidate doit être principalement et directement responsable d'initiatives dépassant les frontières du Québec (**Canada et/ou international**) et celles-ci doivent être actives depuis au moins six (6) mois à la Date de référence. Les initiatives sont par exemple : l'exportation de produits et services, l'acquisition d'entreprises, l'implantation d'une nouvelle division, l'exercice de sa profession. L'initiative doit avoir des retombées qui s'avèrent positives pour le développement économique durable du Québec et pour son rayonnement au

Canada ou à l'international. Le candidat ou la candidate doit travailler pour une Entreprise ou une Organisation ayant une adresse d'affaires située au Québec.

#### **Jeune leader du Québec : responsabilité sociale**

La personne candidate doit être principalement ou directement responsable d'initiative(s), de projet(s) ou d'Entreprise(s) ayant un impact positif **sur les piliers du développement durable** (société, économie et environnement). Ce projet doit avoir été mis en place avant la Date de référence. L'Entreprise ou l'Organisation pour laquelle le candidat ou la candidate travaille ne doit pas forcément avoir pour vocation ou mission première le développement durable.

#### **Jeune leader du Québec : innovation technologique**

La personne candidate doit être principalement ou directement responsable d'initiative(s), de projet(s) ou d'Entreprise(s) relié.e.s à l'introduction de nouvelles techniques et méthodes, issues soit d'une nouvelle technologie soit d'une amélioration des technologies déjà existantes. L'innovation technologique représente ainsi le fruit d'un processus créatif visant à jouer un rôle majeur dans la transformation de l'entreprise ou l'organisation et de la société.

### **III. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ**

3.1 La personne candidate doit être de citoyenneté canadienne ou doit avoir sa résidence permanente et/ou être détentrice du Certificat de sélection du Québec (CSQ) à la Date de référence et avoir son domicile principal au Québec. Pour la catégorie Jeune leader International/internationale, le candidat ou la candidate doit être de citoyenneté canadienne.

3.2 La personne candidate doit être âgée d'au **moins dix-huit (18) ans**, mais ne pas avoir plus de quarante (40) ans à la Date de référence.

3.3 Une personne ayant été désignée lauréate du Concours provincial ARISTA ne peut soumettre de nouveau sa candidature dans la même catégorie.

3.4 Une personne ayant déjà été finaliste au concours ne peut soumettre de nouveau sa candidature dans la même catégorie.

3.5 Une personne œuvrant au sein de l'Entreprise partenaire en titre du Concours provincial ARISTA ou de l'une de ses Filiales ne peut présenter sa candidature pour l'année où cette Entreprise partenaire agit en tant que partenaire en titre. De plus, une personne œuvrant au sein d'une Entreprise d'une catégorie ou prix du jury, ou de l'une de ses Filiales, ne peut présenter sa candidature pour cette même catégorie ou prix du jury pour l'année de référence.

3.6 Une personne ne peut présenter sa candidature dans plus d'une catégorie.

3.7 Une personne ne peut présenter sa candidature si elle est ou a été, au cours des cinq (5) mois précédant la Date de référence, membre du comité organisateur, d'un comité de présélection, du jury, du conseil d'administration de la JCCM, de la direction générale de la JCCM ou du conseil des marraines et parrains de la JCCM.

3.8 Le comité organisateur ou le conseil d'administration de la JCCM se réserve le droit d'écarter toute candidature au motif que la personne candidate se trouve dans une situation, réelle ou apparente, de conflit d'intérêt.

3.9 Pour être admissible à déposer sa candidature, chaque personne candidate devra consentir à ce que la JCCM puisse procéder à une enquête le ou la concernant ou concernant son Entreprise dans le but de vérifier les informations fournies et devra donc consentir à l'usage de ses informations personnelles pour ces fins.

3.10 À la demande du comité organisateur, le ou la finaliste doit fournir une copie originale ou certifiée conforme des documents attestant de l'authenticité des diplômes, distinctions ou autres réalisations qu'il invoque. À défaut, le comité organisateur se réserve le droit d'écarter sa candidature.

#### **IV. MODALITÉS D'INSCRIPTION ET DE RÉFÉRENCEMENT**

4.1 Toute personne répondant aux critères d'admissibilité décrits à l'article III peut déposer sa candidature en retournant à la JCCM **le document de mise en candidature disponible sur le site Internet du Concours (<https://www.jccm.org/arista>)**, dans la forme et de la manière prescrites par la JCCM. Le document de mise en candidature dûment complété et accompagné des documents requis doit être reçu par la JCCM au plus tard le dernier jour de la période de mise en candidature, laquelle est annoncée publiquement par la JCCM. Cette date limite de mise en candidature peut être reportée par la JCCM à sa seule discrétion.

4.2 Toute personne peut proposer un candidat ou une candidate potentiel.le en transmettant à la JCCM le « Formulaire de référencement » dans la forme et de la manière prescrite par la JCCM, au plus tard quinze (15) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des candidatures.

#### **V. ÉVALUATION DES CANDIDATS ET CANDIDATES ET SÉLECTION DES FINALISTES**

5.1 Suite à un appel aux membres de la JCCM effectué par les moyens jugés appropriés par la JCCM ainsi que par un appel de candidatures effectué par le comité organisateur, à l'entière discrétion de la JCCM, plusieurs comités de présélection sont établis afin de procéder à l'évaluation des candidatures pour les différentes catégories. Chacun des comités est constitué d'un minimum de cinq (5) personnes désignées par le comité organisateur en fonction des profils recherchés. Le dépôt d'une candidature, pour faire partie d'un des comités de présélection, ne garantit d'aucune façon une place sur l'un de ces comités. Une personne membre de chacun des comités de présélection est désignée par le comité organisateur pour modérer ledit comité de présélection.

5.2 Afin de préserver l'indépendance de la JCCM et l'intégrité du processus de sélection, les membres du comité organisateur du Concours provincial ARISTA ne peuvent exercer un droit de vote et ne peuvent participer qu'à titre d'observateur ou d'observatrice lors des réunions du ou des comités de présélection.

5.3 Les comités de présélection doivent s'assurer du respect des critères d'admissibilité énoncés aux présentes et de l'éligibilité de la personne candidate au sein de la catégorie pour laquelle sa candidature est présentée. Dans le cas où les informations reçues d'un candidat ou d'une candidate permettent à un comité de présélection de conclure que cette personne n'est pas admissible au sein de la catégorie pour laquelle elle s'est inscrite, ce comité de présélection peut, avec l'autorisation du ou de la Chargé.e de projet de la présélection ARISTA et de la personne candidate, transférer sa candidature dans la catégorie appropriée ou, avec l'autorisation du directeur ou de la directrice Concours provincial ARISTA ou de son ou sa délégué.e, rejeter la candidature.

5.4 Pour les dix (10) catégories, les comités de présélection procèdent à l'évaluation de la personne candidate sur la base des informations contenues au questionnaire de la personne candidate ainsi qu'aux documents requis par ce questionnaire en fonction des critères suivants :

- son leadership;
- ses réalisations;
- sa vision et sa persévérance;
- son esprit d'innovation;
- son degré d'implication.

5.5 Chaque membre du comité de présélection attribue, à l'aide d'une grille d'évaluation préalablement établie par le comité organisateur, une note à chacune des personnes candidates conformément aux critères d'évaluation mentionnés aux présentes.

5.6 Les dossiers des personnes candidates, incluant les grilles d'évaluation complétées par les membres des comités de présélection, sont remis au comité organisateur aux fins de confidentialité.

5.7 Les grilles d'évaluation sont utilisées pour supporter la réflexion des membres des comités de présélection. Ces dernières représentent un outil qui servira à clarifier les profils des personnes candidates et pourraient ultimement servir à déterminer les finalistes pour chaque catégorie au besoin.

5.8 Il ne peut y avoir plus de trois (3) finalistes par catégorie. En cas d'égalité lors du vote effectué conformément à la clause 5.6 des présentes, le directeur ou la directrice du comité Concours disposera d'un vote additionnel afin qu'au plus trois (3) personnes candidates ne soient désignées.

5.9 À la suite de la désignation des finalistes, le dossier de chaque personne candidate, incluant les grilles d'évaluation, est remis à la direction générale de la JCCM.

5.10 Pour chacune des personnes candidates ayant donné leur consentement, la JCCM procèdera à une enquête concernant la personne ou son entreprise dans le but de vérifier les informations fournies. Toute déclaration fausse ou trompeuse ou toute situation pouvant entacher la réputation du concours ou de la JCCM d'une quelconque façon pourra entraîner la disqualification automatique de la personne candidate, et ce, à l'entière discrétion de la JCCM.

## **VI. ÉVALUATION DES FINALISTES ET SÉLECTION DES LAURÉATS ET LAURÉATES**

6.1 Un jury est établi par le comité organisateur afin de procéder à la sélection d'un lauréat ou d'une lauréate dans chacune des dix (10) catégories. Ce jury doit être constitué d'un minimum de cinq (5) personnes désignées par le comité organisateur. Aucun ou aucune membre d'un comité de présélection pour une édition donnée ne peut agir à titre de membre du jury au cours de cette même année. Le jury désigne un de ses membres afin d'agir à titre de président.e d'honneur.

6.2 Le jury doit rencontrer en entrevue chaque finaliste au moment et à l'endroit déterminés par le comité organisateur. Le quorum pour ces rencontres est fixé à trois (3) membres du jury. Une personne finaliste qui ne peut rencontrer le jury est considérée comme ayant retiré sa candidature.

6.3 Le jury procède à l'évaluation de chaque finaliste sur la base de l'entrevue et des informations contenues au questionnaire de mise en candidature, aux documents requis par ce questionnaire ainsi que les informations recueillies à la suite d'une enquête effectuée conformément à la clause 5.10 des présentes.

6.4 Chaque membre du jury attribue, à l'aide de la grille d'évaluation préalablement établie par le comité organisateur, une note à chaque finaliste conformément aux critères mentionnés aux présentes.

6.5 Le dossier des finalistes, incluant notamment les grilles d'évaluation complétées par les membres du jury, est remis au comité organisateur aux fins de confidentialité.

6.6 Les grilles d'évaluation sont utilisées pour supporter la réflexion des membres du jury. Ces dernières représentent un outil qui servira à clarifier les profils des personnes candidates et pourraient ultimement servir à déterminer le lauréat ou la lauréate au besoin.

6.7 Il ne peut y avoir plus d'un lauréat ou d'une lauréate par catégorie. En cas d'égalité lors du vote effectué conformément à la clause 6.6 des présentes, la présidente d'honneur disposera d'un vote additionnel afin qu'une seule personne soit désignée lauréate.

6.8 À la suite de la désignation des lauréats et lauréates, le dossier de chaque finaliste, incluant notamment les grilles d'évaluation, est immédiatement remis à la direction générale de la JCCM.

## **VII. ANNONCE DES LAURÉATS ET LAURÉATES**

Les noms des lauréats et lauréates sont dévoilés lors du gala ARISTA de l'édition en cours.

## **VIII. CONFIDENTIALITÉ**

8.1 Les membres du comité organisateur, les membres des comités de présélection, les membres du jury et toute autre personne ayant pris connaissance de tout document



concernant une personne candidate doivent respecter la confidentialité des informations qui sont portées à leur connaissance, par écrit ou verbalement, dans le cadre du Concours.

8.2 Les dossiers des personnes candidates, incluant les finalistes et les lauréats et lauréates, ainsi que tout matériel ayant servi aux délibérations seront détruits à la suite du gala ARISTA et ne pourront donc plus être consultés.

## **IX. GÉNÉRALITÉS**

9.1 Toute décision ayant fait l'objet d'un vote au sein d'un comité de présélection ou du jury et ayant obtenu la faveur de plus de cinquante pour cent (50%) des membres éligibles à voter est présumée, selon le cas, dûment adoptée par ce comité de présélection ou le jury. Le directeur ou la directrice du comité Concours et le président ou la présidente d'honneur auront, en cas d'égalité lors d'un vote pris au sein du comité de présélection ou du jury, selon le cas, un droit de vote additionnel. Toute décision dûment adoptée par un comité de présélection ou par le jury est finale et sans appel.

9.2 Tout membre des comités de présélection ou du jury doit dénoncer tout conflit d'intérêt actuel ou potentiel avec une personne candidate. En cas d'un tel conflit d'intérêt actuel ou potentiel le ou la membre ne peut participer de quelque façon que ce soit à l'évaluation de ce dossier de candidature ni prendre part à une décision pouvant affecter cette personne candidate. Seules les notes attribuées par les autres membres d'un ou des comités de présélection ou du jury sont alors considérées pour l'évaluation de cette personne candidate.

9.3 Les comités de présélection ou le jury peuvent écarter toute candidature au motif que les informations contenues au questionnaire de la personne candidate ou aux documents requis par ce questionnaire sont fausses ou, de l'avis des comités de présélection ou du jury, trompeuses.

9.4 Sauf lors des entrevues officielles tenues dans le cadre du Concours, les personnes candidates ne peuvent en aucun temps promouvoir leur candidature auprès des membres des comités de présélection ou du jury.

9.5 Les membres du jury ne peuvent communiquer directement avec une personne candidate, sauf dans les cas où les présents règlements le permettent.

9.6 Les présents règlements du Concours ne peuvent être modifiés que par résolution du conseil d'administration de la JCCM.

## ANNEXES

### Annexe I : Définitions

#### **Date de référence**

Le 31 décembre de l'année précédant le Gala ARISTA pour l'édition en cours.

#### **Employé.e**

Personne qui effectue un travail sous la direction ou le contrôle d'une autre personne, l'employeur.e moyennant rémunération. Les salarié.e.s travaillant pour le compte d'un ou une franchisé.e ne sont pas considéré.e.s comme des employé.e.s.

#### **Entreprise**

Société ayant un établissement situé au Québec, dont l'objet est l'exercice d'une activité organisée, qu'elle soit ou non à caractère commercial, consistant en la prestation de services, la production ou la réalisation de biens, leur administration ou leur aliénation.

#### **Entreprise commanditaire en titre**

Entreprise qui agit à titre de partenaire en titre du Concours, c'est-à-dire l'entreprise pour laquelle la dénomination sociale est incluse dans le nom du Concours. Cette notion n'inclut pas les Filiales de l'Entreprise.

#### **Entreprise commanditaire**

Entreprise qui agit à titre de partenaire du Concours. Cette notion n'inclut pas les Filiales de l'Entreprise.

#### **Exploitation d'une entreprise**

Est considérée comme une entreprise exploitée une entreprise qui, sous une ou différentes dénominations sociales, exerce de façon permanente la ou les même(s) activité(s) économique(s) organisée(s).

#### **Filiale**

Entreprise dont l'Entreprise commanditaire a le contrôle ou Entreprise ayant un contrôle sur l'Entreprise partenaire.

#### **Ordre professionnel reconnu**

Ordre professionnel apparaissant à l'Annexe I du *Code des professions* (L.R.Q. c. C -26). Voir l'annexe IV des présents règlements.

#### **Organisme**

Cette définition comprend un organisme public ou parapublic, notamment le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, leurs ministères, un organisme gouvernemental municipal ou scolaire, un établissement de santé ou de services sociaux, une agence, une régie, une commission ou société d'État, ou tout autre organisme dont les fonctions sont de type gouvernemental et enfin, tout organisme communautaire ou sans but lucratif reconnu comme tel par une loi fédérale ou provinciale.

**Personne liée**

Personne liée au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.).

**Socialement responsable**

Est considérée comme socialement responsable toute pratique ou initiative qui consiste à intégrer les enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans la gestion quotidienne de son Entreprise ou Organisme.

**Annexe II : Formulaire de mise en candidature**

Découvrez le formulaire de mise en candidature sur le site.

**Annexe III : Grille d'évaluation**

Découvrez les grilles d'évaluation sur le site.

**Annexe IV : Ordres professionnels reconnus****LISTE DES ORDRES PROFESSIONNELS RECONNUS<sup>1</sup>**

1. L'Ordre professionnel des avocats du Québec;
2. L'Ordre professionnel des notaires du Québec;
3. L'Ordre professionnel des médecins du Québec;
4. L'Ordre professionnel des dentistes du Québec;
5. L'Ordre professionnel des pharmaciens du Québec;
6. L'Ordre professionnel des optométristes du Québec;
7. L'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec;
8. L'Ordre professionnel des agronomes du Québec;
9. L'Ordre professionnel des architectes du Québec;
10. L'Ordre professionnel des ingénieurs du Québec;
11. L'Ordre professionnel des arpenteurs-géomètres du Québec;
12. L'Ordre professionnel des ingénieurs forestiers du Québec;
13. L'Ordre professionnel des chimistes du Québec;
14. (Paragraphe abrogé);
15. L'Ordre professionnel des technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale du Québec;
16. L'Ordre professionnel des denturologistes du Québec;
17. L'Ordre professionnel des opticiens d'ordonnances du Québec;
18. L'Ordre professionnel des chiropraticiens du Québec;
19. L'Ordre professionnel des audioprothésistes du Québec;

---

<sup>1</sup>Tel que apparaissant à l'Annexe 1 du *Code des professions* (L.R.Q. c. C-26). À jour le 15 janvier 2020.

20. L'Ordre professionnel des podiatres du Québec;
21. L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec;
- 21.1 L'Ordre professionnel des acupuncteurs du Québec;
- 21.2 L'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec;
- 21.3 L'Ordre professionnel des sages-femmes du Québec;
- 21.4 L'Ordre professionnel des géologues du Québec;
- 21.5 L'Ordre professionnel des comptables professionnels agréés du Québec;
22. (Paragraphe abrogé);
23. (Paragraphe abrogé);
24. L'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
25. L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;
26. L'Ordre professionnel des psychologues du Québec;
27. L'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec;
28. L'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec; (voir notes 1 et 2 ci-dessous)
29. L'Ordre professionnel des urbanistes du Québec;
30. L'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;
31. L'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;
32. L'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;
33. L'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;
34. L'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;
35. L'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec;
36. L'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;
37. L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
38. L'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
39. L'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;
40. L'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;
41. L'Ordre professionnel des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec;
42. Conseil interprofessionnel du Québec (Regroupement des ordres professionnels);
43. L'Ordre professionnel des criminologues du Québec;
44. L'Ordre professionnel des sexologues du Québec;
45. L'Ordre professionnel des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec.

## **Annexe V : Politique de gestion du risque d'atteinte à la réputation**

### **A - Devoir de divulgation**

Par le biais du formulaire d'inscription, la personne candidate doit divulguer toute information la concernant personnellement ou concernant une compagnie qu'elle contrôle et/ou dont elle administre ou dirige et qui représente un risque d'atteinte à la réputation du Concours ainsi que de ses organisateurs, autres personnes candidates et lauréats et lauréates, tel que :

- Implication dans une procédure, autre que pour une infraction au Code de la route, qui peut mener à une mise en accusation, une condamnation ou l'octroi d'une injonction;
- Déclaration de culpabilité d'une infraction criminelle pour laquelle il ou elle n'a pas obtenu de pardon;
- Condamnation par un tribunal civil à payer des dommages dans une affaire liée à son domaine d'activité;
- Déclaration de faillite ou avoir fait cession de ses biens en faveur de ses créanciers et ne pas avoir obtenu la libération de la faillite.
- Sanction ou radiation par un ordre professionnel, une autorité réglementaire ou une association professionnelle.

## B - Identification, évaluation et décision

### 1. Le comité organisateur suit le processus d'évaluation du risque suivant :

1.1 Dans les cas où la personne candidate a mentionné avoir été déclarée coupable d'une infraction criminelle pour laquelle elle n'a pas obtenu de pardon, avoir été déclarée en faillite ou avoir fait cession de ses biens en faveur de ses créanciers ou avoir été sanctionnée et/ou radiée par un ordre professionnel, une autorité réglementaire ou une association professionnelle, le comité organisateur rejette automatiquement sa candidature sans qu'elle n'y ait de recommandation au comité de direction;

1.2 Par la suite, il identifie les candidatures à risque (les candidatures dont la personne candidate a mentionné un risque autre d'atteinte à la réputation dans la déclaration prévue à cet effet au début du formulaire d'inscription).

1.3 Il évalue ensuite les candidatures à risque :

1.3.1 Il contacte la personne candidate et obtient les informations jugées nécessaires à la prise de décision, s'il y a lieu.

1.3.2 Il évalue si la personne candidate représente un risque réel à la notoriété, à l'image, au prestige et à la réputation du Concours.

1.3.3 Dans le cas où le niveau de risque justifie une potentielle recommandation de rejet, il rencontre, s'il y a lieu, la personne candidate afin d'obtenir des informations supplémentaires.

1.3.4 Dans les cas d'une recommandation de rejet et/ou lorsque le comité organisateur ne peut obtenir l'unanimité, il prépare et soumet au comité de direction un sommaire exécutif, lequel inclut :

- les éléments de risque rattachés à la candidature; et
- la recommandation motivée du comité organisateur.

2. Le cas échéant, le comité de direction détermine si la candidature à risque doit être rejetée.

3. En cas de rejet, le comité organisateur informe, dans les plus brefs délais et par écrit, la personne candidate des motifs justifiant le rejet de sa candidature.

**ARISTA PROVINCIAL CONTEST**

# **GENERAL REGULATIONS**

**2025**

**ARISTA**

**Nos  
grands  
partenaires**

**Bell**



**Montréal** 

## SUMMARY

### COMPETITION DESCRIPTION

#### CATEGORIES

Québec young executive

Québec young professional

Québec young self-employed individual

Québec young transferee

Québec young entrepreneur: start-up

Québec young entrepreneur: growing enterprise

Québec young entrepreneur: arts and culture

Québec young international leader

Québec young leader: social responsibility

Québec young leader: Technological Innovation

#### ELIGIBILITY REQUIREMENTS

#### REGISTRATION AND REFERENCE MODALITIES

#### EVALUATION OF CANDIDATES AND SELECTION OF FINALISTS

#### EVALUATION OF FINALISTS AND SELECTION OF LAUREATES

#### ANNOUNCEMENT OF LAUREATES

#### CONFIDENTIALITY

#### GENERALITIES

#### ANNEXES

Annex I:	Definitions
Annex II:	Application form
Annex III:	Evaluation grid
Annex IV:	Recognized professional orders
Annex V:	Reputation risk management policy



## **I. CONTEST DESCRIPTION**

The ARISTA Provincial Contest (hereinafter the "Contest") is an annual event organized by the Junior Chamber of Commerce of Montreal (hereinafter the "**JCCM**") that wishes to acknowledge the talent and success of young business people working in all spheres of economic activity throughout the province of Québec.

## **II. CATEGORIES**

ARISTA consists of the ten (10) following categories:

### **Reference date**

December 31<sup>st</sup> of the year prior to the ARISTA Gala of the Contest's current edition.

### **Quebec young executive**

The candidate must assume an executive position, that is to say performing tasks that include supervising personnel or managing an area of activity, within an Enterprise or an Organisation and on the Reference date.

### **Quebec young professional**

The candidate must, for the majority of their professional activities:

- practise their profession and be members in good standing of a recognized professional order governing the practice of their profession in Quebec; **or**
- be members of a professional association supervising the practice of their profession; **or**
- practise their profession in exchange for financial retribution specifically related to their training and skills within an Enterprise or Organisation.

The candidate must have been practising their profession for at least one (1) year prior to the Reference date.

### **Quebec young self-employed individual**

The candidate must work by themselves, either directly or through an Enterprise of which they are the sole shareholder or shareholder with Related persons, at least one year prior to the Reference date. They must conduct business with one or more Enterprises or Organisations. They must not have employees and must not have had employees in the course of the year prior to the Reference date.

### **Quebec young transferee**

The candidate must have acquired an Enterprise or taken over the management as a Partner, Director General (DG), President or Chief Executive Officer (CEO) of an existing Enterprise or Organisation, must hold a voting position or exercise factual control in the Enterprise and exercise a significant influence over the operations and strategic orientations of the Enterprise. The acquisition or the takeover of an Enterprise by a current employee, an external individual or a member of the same family are accepted. The change of administration must have occurred at least one (1) year prior to the Reference date.

### **Quebec young entrepreneur: start-up**

The candidate must have founded an Enterprise, must hold a voting position or exercise factual control in the Enterprise and exercise a significant influence over the operations and the strategic

orientations of the Enterprise. The candidate's Enterprise must have been in operation **for at least six (6) months** prior to the Reference date. The candidate's Enterprise must show innovation and **strong potential for development**. Note: If the Enterprise has been in operation **for more than two (2) years**, the candidate can register as Young Entrepreneur: growing enterprise, **if significant results were achieved**.

#### **Quebec young entrepreneur: growing enterprise**

The candidate must have founded the Enterprise, hold voting power or exercise factual control, and exercise significant influence on the Enterprise's operations and strategic orientations. The candidate's business must have been in operation for **at least two (2) years** prior to the Reference date, and show significant results in developing revenue and creating value (for example: number of employees, revenue, profit, economic fallout, positive social impact, visibility for the city and province, etc.).

#### **Quebec young entrepreneur: arts and culture**

The candidate must have established or must manage an **Organisation**, must hold a voting position or exercise factual control in the Organisation and must exercise a significant influence over the operations and the strategic orientations of the Organisation. The Organisation must operate in the cultural field and must pursue a **professionally artistic mission: visual arts, cinema, video arts, digital arts, performing arts (dance, theater, circus arts), multidisciplinary arts, aboriginal arts, architecture, music and literature**. The candidate's Organisation must have been in operation for at least one (1) year prior to the Reference date.

#### **Quebec young international leader**

The candidate must be primarily and directly responsible for initiatives beyond Quebec's borders **(rest of Canada and/or internationally)** that must have been underway for at least 6 months prior to the Reference date. For example, initiatives can be: the export of goods and services, business acquisitions, the creation of a new division or the practice of their profession. The initiative must have a positive effect on Quebec's economic development and its influence in the rest of Canada and internationally. The candidate must work for an Enterprise or an Organisation with a business address located in Quebec.

#### **Quebec young leader: social responsibility**

The candidate must be chiefly or directly in charge of initiatives, projects or businesses having a positive impact **on the pillars of sustainability** (society, economy, and environment). The project must have been implemented before the Date of reference. The Enterprise or Organisation for which the candidate works does not have to focus on sustainability as its main vocation or mission.

#### **Quebec young leader: Technological Innovation**

The candidate must be primarily or directly responsible for initiative(s), project(s) or Company(ies) related to the introduction of new techniques and methods, either stemming from a new technology or an improvement to existing technologies. Technological innovation is thus the fruit of a creative process designed to play a major role in the transformation of a company or organization, and of society as a whole.

### III. ELIGIBILITY REQUIREMENTS

3.1 The candidate must be a Canadian citizen or a permanent resident or holder of the Certificat de sélection du Québec (CSQ) on the Reference date and must have their main residence in Québec. In the case of the Young International Leader category, the candidate must be a Canadian citizen.

3.2 The candidate must be between **eighteen (18)** and **forty (40)** years of age on the Reference date.

3.3 A previous laureate of the ARISTA Provincial Contest cannot resubmit their candidacy in the same category.

3.4 A person who has already been a finalist in the Contest cannot resubmit their candidacy in the same category.

3.5 A person working for the Title Sponsor of the Contest or for one of its Subsidiaries cannot submit their candidacy for the edition their employer serves for as Title Sponsor. Furthermore, a person working for an Enterprise sponsoring a category or the Jury prize, or working for one of its subsidiaries, cannot submit their candidacy for this exact category or the Jury prize for the edition in question.

3.6 A person cannot submit their candidacy for more than one (1) category.

3.7 A person cannot submit their candidacy if they are or were in the past five months prior to the Reference date, a member of the organizing committee, of a pre-selection committee, of the jury, the JCCM Management Committee, the JCCM Executive Director or the JCCM Board of Patrons.

3.8 The JCCM organizing committee or board of directors reserves the right to reject any candidacy on the grounds that the candidate finds themselves in a situation of real or perceived conflict of interest.

3.9 To be eligible for registration, each candidate must consent to the JCCM investigating their personal record or their Enterprise's activities in order to validate the information submitted by the candidate. For this purpose, the candidate must therefore consent to the use of personal information.

3.10 Upon the organizing committee's request, the finalist must provide an original copy or a certified true copy of documents attesting the authenticity of diplomas, distinctions and other mentioned achievements. Otherwise, the organizing committee reserves the right to reject their candidacy.

### IV. REGISTRATION AND REFERENCE MODALITIES

4.1 Any person complying with the requirements set out in section III can submit their candidacy by returning to the JCCM the **application form available on the website of the Contest (<https://www.jccm.org/en/arista>)**, on such forms and in such manner as the JCCM prescribed. The duly completed application form, along with the supporting documents, must be forwarded to the JCCM on or prior to the last day of the application period, which is publicly disclosed by the JCCM. The closing date of applications can be postponed by the JCCM at its sole discretion.

4.2 Any person can propose a potential candidate via a “reference form”, completed on such forms and in such manner as the JCCM prescribed and forwarded to the JCCM fifteen (15) working days prior to the closing date of applications, at the latest.

## **V. EVALUATION OF CANDIDATES AND SELECTION OF FINALISTS**

5.1 Following an appeal to JCCM members made through the means deemed the most appropriate by the JCCM, and following a call for applications made by the organizing committee and at the sole discretion of the JCCM, several pre-selection committees are formed in order to proceed with the evaluation of candidates in all categories. Each committee consists of at least five (5) members designated by the organizing committee according to requested profiles. The application submission to serve on a pre-selection committee does not guarantee a seat on one of the committees. In each pre-selection committee, a member is chosen as moderator of this committee by the organizing committee.

5.2 To preserve the JCCM's independence and the integrity of the selection process, the organizing committee's members of the Contest cannot exercise voting rights and may only attend as observers during meetings of one or more pre-selection committees.

5.3 Pre-selection committees must ensure compliance with the eligibility requirements set out herein, and the eligibility of the candidate within the category they submit their candidacy to. In case the information provided by a candidate leads the pre-selection committee to conclude the ineligibility of the candidate within the category, the pre-selection committee can, with the consent of the project manager for ARISTA recruitment and the candidate, transfer the candidacy in the appropriate category or, with the consent of the head of the Contest committee or their representative, it can reject the candidacy.

5.4 For all ten (10) categories, the pre-selection committees evaluate the candidate on the basis of the information provided in the application form and the supporting documents using the following criteria:

- their leadership;
- their achievements;
- their vision and perseverance
- their spirit of innovation
- their level of involvement.

5.5 Using an evaluation grid previously established by the organizing committee, each member of the pre-selection committee assigns a mark to the candidate in accordance with the criteria set out herein.

5.6 Candidates' files, including the evaluation grids filled out by the members of the pre-selection committee, are handed to the organizing committee on grounds of confidentiality.

5.7 Evaluation grids support the pre-selection committees' reasoning. As a tool, the grids help to clarify the candidates' profiles and select the finalists of each category, if necessary.

5.8 There cannot be more than three (3) finalists per category. In the event of a tie during the vote carried out in conformity with clause 5.6 set out herein, the head of the Contest committee casts an additional vote in order to select a maximum of three (3) candidates.

5.9 Following the selection of the finalists, all candidates' files, including the evaluation grids, are handed to the General Management of the JCCM.

5.10 For each candidate who granted their consent, the JCCM will investigate their personal record or their Enterprise's activities in order to validate the information provided by the candidate. Any false or misleading statement or situation that could tarnish the reputation of the Contest and the JCCM in any way may result in the automatic disqualification of the candidate, and this at the sole discretion of the JCCM.

## **VI. EVALUATION OF FINALISTS AND SELECTION OF LAUREATES**

6.1 The organizing committee forms a jury in charge of selecting the laureate in each of the ten (10) categories. This jury consists of at least five (5) members designated by the organizing committee. A member of a pre-selection committee cannot serve on the jury during the same edition. A member of the jury is designated president by their peers.

6.2 Each finalist has to be interviewed by the jury at the time and place specified by the organizing committee. Three (3) members constitute the quorum required for those interviews. A finalist who cannot meet with the jury is considered withdrawn from the Contest.

6.3 The jury evaluates each finalist on the basis of their interview, their application form and the supporting documents, and the information collected through an investigation conducted in conformity with clause 5.10, set out herein.

6.4 Using the evaluation grid previously established by the organizing committee, each jury member assigns a mark to the finalist in accordance with the criteria set out herein.

6.5 Finalists' files, including the evaluation grids filled out by the jury members, are handed to the organizing committee on grounds of confidentiality.

6.6 Evaluation grids support the jury's reasoning. As a tool, the grids help to clarify the candidates' profiles and select the finalists of each category, if necessary.

6.7 There cannot be more than one (1) laureate by category. In the event of a tie during the vote carried out in conformity with clause 6.6 set out herein, the president of the jury can cast an additional vote in order to select only one (1) laureate.

6.8 Following the selection of laureates, all finalists' files, including the evaluation grids, are immediately handed to the General Management of the JCCM.

## **VII. ANNOUNCEMENT OF LAUREATES**

The laureates will be revealed during the ARISTA Gala of the Contest's current edition.

## **VIII. CONFIDENTIALITY**

8.1 Members of the organizing committee, of the pre-selection committees, of the jury and any other person who has examined any document about a candidate must respect the confidentiality of the information they obtained, either verbal or written, in the course of the Contest.

8.2 The candidates' files, including finalists and laureates, and all the material used during the deliberation will be destroyed following the ARISTA Gala, and therefore, impossible for candidates to consult.

## **IX. GENERALITIES**

9.1 Any decision that has been voted on by a pre-selection committee or the jury and that has found favour with more than fifty percent (50%) of members eligible to vote is presumed to be duly adopted by this committee or the jury, as the case may be. In the event of a tie during the vote carried out by a pre-selection committee or the jury, the head of the Contest committee and the president of the jury will cast additional votes, as the case may be. Any decision adopted by a pre-selection committee or the jury is final and without appeal.

9.2 Any member of a pre-selection committee or of the jury must disclose any actual or potential conflict of interest with a candidate. In any case, this member may not in any way participate in the evaluation of this candidate or in a decision that could affect this candidate. Therefore, only the marks assigned by other members of one or several pre-selection committees or the jury are considered in evaluating the candidate.

9.3 Pre-selection committees or the jury can reject any candidacy on the grounds that the information provided in the application form or the supporting documents is false or misleading according to the pre-selection committee or the jury.

9.4 Except during the official interview as part of the Contest, at no time can candidates promote their candidacy to members of the pre-selection committees or the jury.

9.5 Members of the jury cannot communicate directly with a candidate, except where the current regulations permit.

9.6 The current regulations can only be modified by a resolution of the JCCM board of directors. To lighten the text of the present document, the singular "they" and its inflective forms have been used as gender-neutral pronouns.

## ANNEXES

### **Annex I: Definitions**

#### **Reference date**

December 31<sup>st</sup> of the year prior to the ARISTA Gala of the Contest's current edition.

#### **Employee**

A person working under the direction or control of another person, the employer, for remuneration. The employees working for a franchisee are not considered employees of the franchisor.

#### **Enterprise**

A corporation with a place of business located in Québec, whose main purpose is the carrying on of an organized economic activity, whether commercial in nature or not, consisting of providing a service, of producing, administering or alienating property.

#### **Title sponsor**

An Enterprise designated as Title sponsor of the Contest; meaning its legal name is included in the Contest's name. This concept does not include the Enterprise's Subsidiaries.

#### **Corporate sponsor**

An Enterprise serving as a partner of the Contest. This concept does not include the Enterprise's Subsidiaries.

#### **Enterprise operating**

An Enterprise is considered in operation when it has been carrying on and still carries on the same organized economic activity or activities, under one or several legal names.

#### **Subsidiary**

An Enterprise controlled by the Corporate sponsor or the Enterprise controlling the Corporate sponsor.

#### **Recognized professional order**

A professional order listed in Schedule I of the Professional Code (C.Q.L.R. c. C-26). See Annex IV of the present regulations.

#### **Organisation**

A public or para-public body, particularly the federal government, the provincial government, their ministries; a municipal or school body, a health or social service establishment, an agency, an authority, a Commission or Crown corporation, or any other Organisation carrying out governmental functions, and finally, any community or non-profit Organisation recognized as such by a federal or provincial law.

#### **Related person**

A Related person within the meaning of the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5<sup>th</sup> Supp.)).

#### **Socially responsible**

Is considered Socially responsible any practice or initiative integrating social, environmental and economic issues within the daily management of the Enterprise or Organisation.

**Annex II:        *Application form***

*The application form is available on the website.*

**Annex III:       *Evaluation grid***

*The evaluation grid is available on the website.*

**Annex IV:       *Recognized professional orders***

**LIST OF RECOGNIZED PROFESSIONAL ORDERS<sup>1</sup>**

1. L'Ordre professionnel des avocats du Québec;
2. L'Ordre professionnel des notaires du Québec;
3. L'Ordre professionnel des médecins du Québec;
4. L'Ordre professionnel des dentistes du Québec;
5. L'Ordre professionnel des pharmaciens du Québec;
6. L'Ordre professionnel des optométristes du Québec;
7. L'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec;
8. L'Ordre professionnel des agronomes du Québec;
9. L'Ordre professionnel des architectes du Québec;
10. L'Ordre professionnel des ingénieurs du Québec;
11. L'Ordre professionnel des arpenteurs-géomètres du Québec;
12. L'Ordre professionnel des ingénieurs forestiers du Québec;
13. L'Ordre professionnel des chimistes du Québec;
14. (Paragraphe abrogé);
15. L'Ordre professionnel des technologues en imagerie médicale, en radio-oncologie et en électrophysiologie médicale du Québec;
16. L'Ordre professionnel des denturologistes du Québec;
17. L'Ordre professionnel des opticiens d'ordonnances du Québec;
18. L'Ordre professionnel des chiropraticiens du Québec;
19. L'Ordre professionnel des audioprothésistes du Québec;
20. L'Ordre professionnel des podiatres du Québec;
21. L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec;
- 21.1 L'Ordre professionnel des acupuncteurs du Québec;
- 21.2 L'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec;
- 21.3 L'Ordre professionnel des sages-femmes du Québec;
- 21.4 L'Ordre professionnel des géologues du Québec;
- 21.5 L'Ordre professionnel des comptables professionnels agréés du Québec;
22. (Paragraphe abrogé);
23. (Paragraphe abrogé);
24. L'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
25. L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;
26. L'Ordre professionnel des psychologues du Québec;
27. L'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec;
28. L'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec; (voir notes 1 et 2 ci-dessous)

---

<sup>1</sup>As listed in Schedule I of the Professional Code (C.Q.L.R. c. C-26). Updated on January 15, 2021.



29. L'Ordre professionnel des urbanistes du Québec;
30. L'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;
31. L'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;
32. L'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;
33. L'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;
34. L'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;
35. L'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec;
36. L'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;
37. L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
38. L'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
39. L'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;
40. L'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;
41. L'Ordre professionnel des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec.

## **Annex V: Reputation risk management policy**

### **A - Disclosure obligation**

Via the application form, the candidate must disclose any personal information or any information about the Enterprise they own, administrate or manage that could tarnish the reputation of the Competition, the organizers, the candidates and the laureates, such as:

- having been involved in legal proceedings, other than traffic violations, that could lead to charges, conviction or the granting of an injunction;
- having been convicted of a criminal offense for which they did not obtain pardon;
- having been ordered by the civil court to pay damages, in a case related to their field of activity;
- having been adjudicated a bankrupt or having made an assignment for property in favour of creditors and not obtaining discharge from bankruptcy;
- having been sanctioned and/or struck off by a professional order, a regulatory authority or a professional association.

### **B - Identification, evaluation and decision-making**

1. The organizing committee (hereinafter "the committee") respects the following risk management policy:

1.1 In cases the candidate discloses having been convicted of a criminal offense for which they did not obtain pardon, having been adjudicated a bankrupt or having made an assignment for property in favour of creditors or having been sanctioned and/or struck off by a professional order, a regulatory authority or a professional association, the organizing committee automatically rejects their candidacy without any recommendation to the executive committee.

1.2 Afterwards, the committee identifies candidacies presenting a risk (candidates disclosing a reputational risk in the provided field of the application form).

1.3 The committee evaluates the candidacies presenting a risk:

1.3.1 The committee contacts the candidate and obtains the information deemed necessary for decision-making, as required.

1.3.2 The committee evaluates if the candidates may pose an actual risk to the notoriety, the image, the prestige and the reputation of the Contest, and to the organizers, the candidates and the laureates.

1.3.3 In case the risk level justifies a potential recommendation for rejection, the committee meets the candidate to obtain additional information, as required.

1.3.4 In case rejection is recommended and/or unanimity cannot be reached, the organizing committee prepares and submits an executive summary to the executive committee, including:

- the risk factors related to the candidacy;
- the justified recommendation of the organizing committee.

2. If so, the executive committee decides if the candidacy must be rejected.

3. In case of rejection, the organizing committee informs the candidate in writing and as soon as possible of the reasons behind the rejection of their candidacy.